

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1922.

Proposition de loi

abolissant l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de professeur dans les Universités de l'Etat.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

J'ai en 1919 proposé un projet de loi abolissant l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de professeur dans les Universités de l'État.

MM. Mabillet et Hanssens ont vers le même temps pris une initiative analogue.

Ces deux propositions de loi ont fait l'objet le 18 septembre 1919 d'un rapport de M. Standaert. Celui-ci constate qu'elles avaient été adoptées par quatre sections. Mais la Section centrale dans laquelle n'étaient présents que six membres sur sept, les a rejetées par parité de voix.

Je reproduis aujourd'hui la proposition que j'avais formulée alors, et je crois pouvoir pour la justifier m'en référer aux développements que j'y ai donnés et que je joins à ces lignes en Annexe.

Les critiques qui ont été formulées ne semblent pas décevantes.

On a prétendu qu'à la différence des professeurs des Universités libres mêlés au mouvement industriel, économique et politique du pays, les professeurs des Universités de l'État concentrent toute leur activité dans le domaine de la science. En fait cela n'est pas exact; leurs fonctions les ont amenés maintes fois à ne pas demeurer étrangers à la vie pratique. Et d'ailleurs ils sont appelés à former des hommes destinés aux professions les plus variées et à l'exercice d'une action utile sur leurs concitoyens; par là même ils sont poussés à ne pas rester étrangers à des champs de travaux auxquels l'humanité attache un intérêt puissant.

On ajoute que, tandis que les Universités libres ont une tendance politique marquée, les Universités de l'État doivent se maintenir en dehors des partis. Assurément la mesure est recommandée aux professeurs de l'enseignement officiel; mais elle l'est aussi aux professeurs de l'enseignement libre. Les uns et les autres ont toujours été classés dans une opinion déterminée; le devoir qui leur incombe de

ne pas susciter des froissements blessants constitue pour eux une question de tact ainsi qu'une condition d'influence, et, l'on peut compter qu'ils continueront à trouver dans leurs études comme dans leurs relations le secret de ne pas compromettre leur autorité au contact des nécessités politiques.

Le coup d'œil jeté par M. Standaert dans son rapport sur quelques législations étrangères prouve en outre que la loi belge s'est montrée, au point de vue que touche le projet, plus exclusive que ne l'ont été d'autres pays. Nulle part, du reste, on n'a pu signaler les inconvénients résultant de la présence dans le parlement de professeurs officiels.

Je sollicite pour la proposition de loi un prompt et bienveillant examen.

CH. WOESTE.



ANNEXE.

MESSIEURS,

Le 26 mai 1848, a été portée une loi sur l'incompatibilité des fonctions salariées par l'État avec le mandat parlementaire. Son article premier dispose dans les termes suivants : « Les fonctionnaires et employés salariés par l'État, nommés membres de l'une ou de l'autre Chambre sont tenus, avant de prêter serment, d'opter entre le mandat parlementaire et leurs fonctions ou leurs emplois. »

Cette disposition a été presque littéralement reproduite par l'article 238 de la loi du 28 juin 1904. Cet article est ainsi conçu : « Les membres des Chambres ne peuvent être en même temps fonctionnaires ou employés salariés de l'État, avocat en titre des administrations publiques, agent des caisses de l'État ou commissaire du Gouvernement auprès d'une société anonyme. Les candidats élus dans ces conditions ne sont admis à la prestation du serment qu'après avoir résigné leurs emplois ou fonctions. »

Ces deux lois ne font d'exception que pour les ministres.

La première de ces lois a voulu parer à certains abus qui avaient été signalés. M. Lebeau estimait néanmoins qu'elle dépassait la mesure ; il recommandait de laisser la porte du Parlement ouverte aux membres de la magistrature. Mais le rapporteur, M. Malou, répondit « que cette réforme était nécessaire à cause des inconvénients de l'absence prolongée du fonctionnaire-député », et son avis l'emporta. Cependant, M. Lebeau éleva une dernière protestation : « Nous faisons ici, dit-il, une loi de réaction contre des abus réels sans doute ; mais, comme dans toute loi de réaction, je crains fort que nous n'allions beaucoup au-delà du but ».

Deux motifs semblent avoir déterminé la législation. Le premier, c'était de sauvegarder l'indépendance des membres du Parlement ; le second, c'était de ne pas enlever à leurs fonctions, au risque d'y porter préjudice, ceux qui en sont investis.

Ces motifs ont conservé leur valeur. Mais on est en droit de se demander s'ils sont applicables aux professeurs des universités de l'État, assujettis depuis plus de septante ans à la prohibition de la loi de 1848.

D'une part, il n'est pas à craindre que le Gouvernement, quel qu'il soit, puisse songer à exercer une pression morale sur des professeurs d'université et à les amener ainsi à aliéner leur indépendance. D'autre part, il est aisé de régler les cours que ceux-ci sont appelés à donner de manière à ce que ces cours ne souffrent pas des attributions parlementaires des titulaires.

Les professeurs des universités de l'État, sont bien rétribués par le Trésor public et à ce titre on les a envisagés comme des fonctionnaires. Pourtant, ils ne

font pas partie de l'administration proprement dite ; ils se meuvent dans le domaine des sciences et celles-ci ne relèvent pas du Gouvernement ; on n'aperçoit pas quel acte ils pourraient poser, comme membres du Parlement, qui pourrait, le cas échéant, être taxé de complaisance.

Les objections qui précèdent étant écartées, il ne semble pas possible de contester les grands avantages qui pourraient résulter pour le pays de l'accès dans les Chambres des professeurs d'université de l'État. On a vu briller, au sein du Parlement, des professeurs des universités de Louvain et de Bruxelles, et la présence de ceux-ci dans l'arène législative constitue pour les professeurs des universités de l'État auxquels la tribune parlementaire est fermée, un ostracisme qui, au regard de leurs collègues des universités libres et du public, diminue leur autorité et leur influence. Les travaux auxquels ils se livrent, les publications auxquelles ils participent, la considération dont ils jouissent, prouvent d'ailleurs qu'ils apporteraient à l'œuvre législative, un précieux concours et que par conséquent, ce serait rendre service au pays que de ne pas maintenir une barrière qui le prive de lumières acquises par leur travail et une collaboration méditée.

La prochaine consultation électorale rend particulièrement opportune la mesure proposée. Je sollicite donc pour elle, de la part des Chambres, un prompt examen.

CH. WOESTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1922.

Wetsvoorstel

tot opheffing van de onvereinbaarheid tusschen het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers en de betrekking van hoogleeraar aan 's Rijks Hoogeschole.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In 1919 heb ik een wetsvoorstel ingediend tot opheffing van de onvereinbaarheid tusschen het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers en de betrekking van hoogleeraar aan de Staatsuniversiteiten.

De heeren Mabilie en Hanssens hebben toen een gelijkkluidend voorstel ingediend.

Over deze twee wetsvoorstellen werd op 18 September 1919 verslag uitgebracht door den heer Standaert. Deze wijst er op, dat zij werden aangenomen door vier afdeelingen. Doch de Middenafdeeling, waarbij slechts zes leden aanwezig waren, hebben ze verworpen bij staking van stemmen.

Mijn eerste wetsontwerp dien ik dus opnieuw in, en, om het te verklaren, meen ik te mogen verwijzen naar de toelichting die ik er alsdan bijvoegde en die ik hier als bijlage laat volgen.

De bezwaren, die daartegen werden ingebracht, lijken mij niet beslissend.

Men heeft beweerd dat, in tegenstelling met de professoren der Vrije Universiteiten, die deelnemen aan de industriele, economische en politieke beweging van het land, de professoren der Staatsuniversiteiten al hunne werkzaamheid samentrekken op de wetenschap. Feitelijk is dit niet juist. Door hun ambt werden zij er dikwijls toe gebracht, zich te mengen in het practisch leven. Zij zijn overigens er toe geroepen, mannen op te leiden die voor de meest verscheiden beroepen zijn bestemd en die een nuttige rol bij hunne medeburgers zullen te vervullen hebben; dit moet hen natuurlijk aanzetten niet vreemd te blijven aan de werkzaamheden, waaraan de menschheid aanzienlijk belang hecht.

Men zegt nog dat, terwijl de Vrije Universiteiten eene afgeteekende politieke strekking hebben, de Staatsuniversiteiten zich buiten de partijen moeten houden.

Deze maatregel is voorzeker aanbevelenswaardig voor de leeraars van het officieel onderwijs; dit geldt echter in dezelfde mate voor de leeraars van het vrij onderwijs. Dezen en genen werden altijd gerangschikt volgens eene bepaalde meening; de plicht geene aanleiding te geven tot pijnlijke wrijvingen, is voor hen eene quæstie van tact en ook van ondervinding, en men mag er op rekenen dat zij ook voortaan in hunne studie en in hunne betrekkingen het goed middel zullen vinden om hun gezag niet in gevaar te brengen door de politieke noodwendigheden.

Uit het overzicht, dat de heer Standaert in zijn verslag geeft over enkele buitenlandsche wetgevingen, blijkt dat de Belgische wet zich veel strenger heeft getoond, wat betreft het onderwerp van ons wetsvoorstel, dan dit het geval is geweest in andere landen. Nergens heeft men, ten andere, kunnen wijzen op bezwaren voortvloeiende uit de aanwezigheid, in het Parlement, van officieele professoren.

Ik vraag dat het wetsvoorstel spoedig en welwillend behandeld worde.

CH. WOESTE.

BIJLAGE.

MIJNE HEEREN,

Op 26 Mei 1848 werd eene wet op de onvereenbaarheid van de door den Staat bezoldigde betrekkingen met het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers ingevoerd. Het eerste artikel der wet luidt : « De door den Staat bezoldigde ambtenaren en bedienden, die tot lid van een van beide Kamers worden benoemd, » zijn verplicht, alvorens den eed af te leggen, keuze te doen tusschen het lidmaatschap dier Kamer en hun ambt of hunne bediening. »

Deze bepaling werd bijna letterlijk overgenomen door artikel 238 der wet van 28 Juni 1894. Dit artikel luidt : « De leden der Kamers mogen niet terzelfder » tijd bezoldigde ambtenaar of beambte van den Staat zijn, noch bedienaar van » door den Staat bezoldigde eerediensten, aangestelde advocaat van de openbare » besturen, agent van Staatskassen, noch commissaris der Regeering bij eene » naamlooze vennootschap. De kandidaten, in die voorwaarden verkozen, worden » tot de eedafliegging alleen dan toegelaten, wanneer zij van hunne bediening of » hun ambt hebben afgezien. »

Deze beide wetten maken slechts uitzondering voor de Ministers.

De eerste dier wetten had ten doel, sommige aangeklaagde misbruiken te keer gaan. De heer Lebeau was evenwel van oordeel dat zij te ver ging; hij drong er op aan, dat men den toegang tot het Parlement niet zou ontzeggen aan de leden der magistratuur. Doch de verslaggever, de heer Malou, antwoordde « dat die hervorming noodig was uit hoofde van de bezwaren voortvloeiende uit de lange afwezigheid van den volksvertegenwoordiger-ambtenaar », en zijne zienswijze werd aangenomen. De heer Lebeau bracht echter een laatste protest uit : « Wij maken thans, zeide hij, eene wet tot voorkoming van misbruiken die ongetwijfeld bestaan, doch, zooals in alle wetten van dien aard, vrees ik sterk dat wij het doel in groote mate voorbijstreven. »

De wetgever scheen zich door twee beweegredenen te laten leiden : ten eerste, de onafhankelijkheid van de Parlementsleden te vrijwaren; ten tweede, niet aan hun ambt te onttrekken degenen die daarmee belast zijn, op gevaar af dat ambt te schaden.

Deze beweegredenen gelden thans nog. Doch terecht mag men zich afvragen of zij toepasselijk zijn op de hoogleeraars aan de Rijkshoogescholen, die sedert meer dan zeventig jaar door de verbodsbepaling der wet van 1848 zijn getroffen.

Eenerzijds, is het niet te vreezen dat de Regeering, welke ook, er aan denke, eene zedelijke drukking uit te oefenen op de hoogleeraars aan de Hoogescholen en hen op die wijze er toe te brengen, van hunne onafhankelijkheid af te zien. Anderzijds, is het gemakkelijk de leergangen, welke zij moeten geven, te regelen

derwijze dat deze niet worden geschaad door de parlementaire werkzaamheden der titularissen.

Het is waar, de hoogleeraars der Rijkshoogescholen worden door de Staatskas bezoldigd en bijgevolg worden zij als ambtenaren aangezien. Zij behooren echter niet tot het eigenlijk gezegd bestuur; zij bewegen zich op het gebied der wetenschappen en deze hangen van de Regeering niet af; met ziet niet in, welke handeling zij als Parlementsleden zouden kunnen verrichten, die, bij voorkomend geval, als een overdreven meegaandheid zou kunnen beschouwd worden.

Zijn de bovengemelde opwerpingen uit den weg geruimd, dan schijnt het niet mogelijk de groote voordeelen te ontkennen, welke voor het Land zouden voortvloeien uit de toelating van de hoogleeraars der Rijkshoogescholen als Parlementsleden. In het Parlement schitterden hoogleeraars van de Leuvensche en Brusselsche Universiteiten, en hunne aanwezigheid in het strijdperk der wetgeving geldt voor de hoogleeraars der Rijkshoogescholen, voor wie het parlementair spreekgestoelte ontoegankelijk is, als eene buitensluiting welke hun gezag en hunnen invloed, tegenover hunne collega's der vrije Universiteiten en tegenover het publiek moet verminderen. De werken waaraan zij hunne krachten wijden, de uitgaven waaraan zij medewerken, het aanzien dat zij genieten, zijn het klaarste bewijs dat zij aan de wetgeving een kostbare medewerking kunnen verschaffen en men dus het Land dienst bewijst door het niet langer verstoken te houden van de kennis, door hunnen arbeid verworven, en van eene oordeelkundige medewerking.

Daar binnenkort tot de verkiezingen wordt overgegaan, komt de voorgestelde maatregel gepast voor. Daarom verzoek ik de Kamers het ontwerp spoedig in behandeling te nemen.

Ch. WOESTE.



(ANNEXE AU N° 47).

(BIJLAGE VAN N° 47).

PROPOSITION DE LOI

abolissant l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de professeur dans les Universités de l'État.

ARTICLE UNIQUE.

Il est ajouté à l'article 1^{er} de la loi du 26 mai 1848 et à l'article 238 de la loi du 28 juin 1894 la disposition suivante :

« La prohibition qui précède ne s'étend pas aux professeurs des Universités de l'État. »

WETSVOORSTEL

tot opheffing van de onvereinbaarheid tusschen het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers en de betrekking van hoogleeraar aan 's Rijks Hoogeschoolen.

EENIG ARTIKEL.

Aan artikel 1 der wet van 26 Mei 1848 en aan artikel 238 der wet van 28 Juni 1894 wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

« Gezegd verbod geldt niet voor de hoogleeraars aan 's Rijks Hoogeschoolen. »

Ch. WOESTE.